



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

22 avril 2016

La manifestation organisée à Anakakely par le parti Aro Riaka a retenu l'attention de la majeure partie des quotidiens de ce jour. Si certains ont appréhendé un nouvel accrochage entre les expropriés d'Ankadimbahoaka et les éléments des forces de l'ordre, venus en masse pour quadriller le quartier ; le mouvement n'a drainé finalement, que peu de manifestant. Sur le plan politique, le Code de la communication revient au centre de l'actualité. Le sujet a, en effet, été évoqué par le Premier ministre lors de sa rencontre avec les patrons de presse.

Politique interne

RENCONTRE ENTRE LE PM ET LES PATRONS DE PRESSE : LA DEPENALISATION DES DELITS DE PRESSE EVOQUEE

Une dizaine de jours après sa nomination à la tête du gouvernement, le Premier ministre a convié hier, à un petit-déjeuner de presse au Trano Fenosoa de Mahazoarivo, les patrons et responsables des organes de presse. Comme l'a évoqué lui-même le Chef du gouvernement, cette initiative témoigne du respect qu'il voue au pluralisme d'idées et d'opinions et à la démocratie. « Je suis contre la pensée unique et pour les critiques constructives », a-t-il déclaré, non sans souligner la nécessité d'« éviter les dérapages et de procéder au recoupement des informations ». Sans remettre en cause la liberté de la presse qu'il considère comme « un acquis irréversible », le locataire de Mahazoarivo a rappelé que « la liberté s'arrête là où commence celle des autres ». Il a souligné qu'il appuie la dépénalisation de la presse, mais a toutefois insisté sur le respect de la vie privée, le secret de l'instruction et la présomption d'innocence. Il a promis de donner des consignes aux principaux responsables des forces de l'ordre pour qu'ils assurent la sécurité des journalistes. Selon les précisions d'Andrianjato Vonison Razafindrambo, ministre de la Communication et des Relations avec les institutions, « l'Exécutif prend en main l'élaboration de la version finale de l'avant-projet de Code de communication à présenter au Parlement ». Toujours selon ses propos, le Président de la République s'est engagé à respecter la ligne et l'esprit tracés lors des travaux préliminaires avec les professionnels et spécialistes. (Midi Madagasikara, p.2; L'Express de Madagascar, p.5 ; Madagascar-Laza, p.3; Madagascar Matin, p.2; Tia Tanindrazana, p.2)

- « Le Premier ministre a mené une opération de séduction de ses convives, hier, misant sur la dépénalisation des délits de presse » ? remarque L'Express de Madagascar. Le quotidien s'étonne cependant que la version finale du code en question, toujours en instance de réflexion au niveau du gouvernement, soit inaccessible. Il craint que le texte ne serve à restreindre l'élan de la presse sous couvert de dépénalisation. (p.5)

DEPARTEMENT DU TRAVAIL : JEAN DE DIEU MAHARANTE RASSURE

Face à la grogne des syndicats et des agents de l'administration, suite à la suppression du département en charge du Travail lors du dernier remaniement, le ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'administration tente de calmer les agents de l'administration du travail. « Le département du Travail reste sous la tutelle de mon ministère », a précisé Jean De Dieu Maharante dans des interventions télévisées. L'incompréhension et

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



l'indignation face à cette décision, voulue ou pas, gagnent de plus en plus le milieu du travail. La Conférence des Travailleurs malgaches s'est fait entendre sur les ondes de la radio Antsiva. Le constat de son président, José Randrianasolo, est sans appel : « le travail et les lois sociales ne semblent pas être la priorité de l'Etat » a-t-il souligné. (L'Express de Madagascar, p.5 ; Madagascar Matin, p.2 ; La Gazette de la Grande île, p.4)

- **La Gazette de la Grande île** n'est guère rassurée par les propos du ministre Jean de Dieu Maharante. Pour le quotidien, la suppression du ministère du Travail est une « déclaration de guerre aux travailleurs ». Il craint que cette décision n'ait été dictée par le Chef de l'Etat sur recommandations de certaines sociétés étrangères. (p.2)

JEAN RAVELONARIVO : EN VISITE A PARIS

L'ancien Premier ministre Jean Ravelonarivo se trouve depuis mercredi à Paris. Selon son ancien Conseiller, Franck Ramarosaona, l'ancien locataire de Mahazoarivo prévoit de rencontrer au cours de son voyage, les hautes autorités françaises et celles de Bruxelles. Ces rencontres permettraient à Jean Ravelonarivo de s'expliquer sur les raisons de sa démission. « Sa démission ne va pas l'empêcher de finaliser ses dernières réunions avec les investisseurs potentiels dont Dangote et General Electric, qu'il a rencontré lors du dernier voyage en février 2015 », a précisé Franck Ramarosaona. (Midi Madagasikara, p.3 ; L'Observateur, p.2)

- **Midi Madagasikara** rappelle qu'à partir du moment où il n'endosse plus le rôle officiel de Premier ministre, Jean Ravelonarivo n'a plus la qualité de parler au nom du gouvernement malgache. « Il n'a plus le droit d'engager la Grande île, ni auprès des autorités françaises, ni auprès de l'Union européenne », a mis en garde le quotidien. (p.3)
- **Madagascar-Laza** a colporté les rumeurs selon lesquelles l'ancien Premier ministre serait en possession de dossiers compromettants concernant des dirigeants. (p.2)

REACTIONS SUITE AU REMANIEMENT :

- « Le principal problème était le Général Jean Ravelonarivo et quelques ministres qui dérangeaient », avance Laza Razafiarison, président national du Rassemblement des Citoyens Responsables. Le candidat malheureux à la présidentielle s'est également exprimé sur le nouvel organigramme de l'Exécutif. Selon son avis, « un ministre reconduit devrait être mis à la tête du même ministère ». (Midi Madagasikara, p.3)
- Face à l'impasse économique dans laquelle se trouve le pays, les intellectuels haussent le ton. « Certaines institutions et organismes sont superfétatoires et inutiles, car ils font double emploi », dénoncent-ils. La Primature figure dans leur ligne de mire, qu'ils accusent de supplanter la Présidence de la République. (Madagascar-Laza, p.3)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

COMMERCE EXTERIEUR : MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'EXPORTATION

Pendant deux jours, l'International Trade Board of Madagascar, le ministère du Commerce et de la Consommation et la Banque africaine de développement à Madagascar ont organisé un atelier d'enrichissement relatif à la Stratégie d'exportation de Madagascar pour l'industrialisation et les services (Semis) à la Chambre de Commerce et d'industrie d'Antananarivo. « La promotion de l'exportation doit commencer par l'instauration d'un climat de confiance entre l'Etat et le secteur privé », a souligné Herintsalama Rajaonarivelo, président de l'ITBM. Toujours selon ses explications, la synergie entre les deux parties, avec le soutien des partenaires techniques et financiers, permettra de faire évoluer la situation à Madagascar. Malgré son fort potentiel dans le développement économique, le secteur de l'exportation fait encore face à de nombreuses difficultés, pour ne citer que l'insuffisance de moyens techniques et financiers, les problèmes liés aux procédures administratives, la faible compétitivité mais aussi la crise de l'énergie. Les opérateurs-exportateurs présents ont insisté justement sur le renforcement de la compétitivité, pour pouvoir percer sur le marché international. (Les Nouvelles, p.18 ; Midi Madagasikara, p.4)

Foyers de tension

MANIFESTATION A ANALAKELY : FAIBLE MOBILISATION

La manifestation initiée par le parti Aro Riaka, pour revendiquer la restitution des terrains accaparés par des opérateurs économiques et des étrangers n'a pas drainé la foule. Seule une cinquantaine des milliers d'expropriés d'Ankadimbahoaka ont honoré le rendez-vous d'hier, à l'Avenue de l'indépendance. Ils ont communément accusé la société Filatex d'être à l'origine de leurs maux. « Un seul décret suffit pour mettre un cran d'arrêt à ces accaparements de terrains. Pourquoi le pouvoir ne le fait pas ? », a tonné Odon Rakotoniriana, président du parti Aro Riaka, à l'adresse des autorités étatiques. Les manifestants comptent maintenir la grève jusqu'à ce qu'ils obtiennent gain de cause. Pour rappel, cette manifestation n'a pas obtenu l'aval de la Préfecture de police. Ainsi, les éléments des forces de l'ordre ont quadrillé le quartier pour prévenir tout risque de débordement. Néanmoins, ils n'ont pas eu à intervenir. (Midi Madagasikara, p.2 ; Madagascar-Laza, p.2 ; Les Nouvelles, p.3 ; La Vérité, p.2 ; La Gazette de la Grande île, p.6)

- « Malgré cette faible mobilisation, les manifestants ont affiché leur détermination » rapporte **Midi Madagasikara (p.2)**
- **Madagascar-Laza** évoque la présence de certains politiciens à Analakely, mais ils n'ont pas officiellement assisté à l'événement, se contentant d'envoyer Odon Rakotonirina, président du parti Aro Riaka, au front. Selon le quotidien, cet incident a suscité le mécontentement des grévistes qui les ont traités de « lâches ». **(p.2)**
- Le parti Aro Riaka s'attire les foudres du quotidien **Les Nouvelles**. Considérant le contexte socioéconomique précaire dans laquelle se trouve le pays, le quotidien estime qu'il est mal venu de « chasser les investisseurs ». **(p.3)**
- « Piètre manifestation à Analakely », telle est l'expression empruntée par

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Madagascar Matin, pour qualifier la manifestation initiée par le parti Aro Riaka. Le quotidien attire l'attention de ses lecteurs sur l'accrochage entre les agents de la commune et les marchands, qui selon lui, constitue le véritable foyer de tension. Selon les témoignages recueillis par le journal, un agent de la Commune a été agressé. Une bande d'individus a donc poursuivi le vendeur soupçonné d'être responsable de l'agression ; et l'a arrêté après l'avoir passé à tabac. Des dizaines de marchands de rue ont alors décidé de se rassembler à l'entrée de la Commune Urbaine d'Antananarivo, pour revendiquer la libération de leur camarade arrêté. Certains manifestants auraient tenté de brûler les voitures stationnées aux alentours de l'Hôtel de Ville. (p.2 et p.3)

PRISON D'ANTANIMORA. 17 NOUVEAUX DETENUS REFOULÉS

Le Syndicat du personnel de l'Administration Pénitentiaire de Madagascar a décidé de poursuivre la grève. « Jusqu'ici, aucune action concrète de la part de l'Etat n'est encore palpable », a indiqué le président du SPAPM, Diderot Realy. Ainsi, 17 malfaiteurs appréhendés par la Brigade criminelle d'Anosy ont été refoulés par la prison d'Antanimora, hier, malgré un mandat de dépôt en bonne et due forme délivré par le Tribunal. Depuis le début de cette grève, le 11 avril dernier, plus d'une centaine d'incarcérations restent en suspens. Actuellement, les violons des commissariats de police et ceux de la gendarmerie font office de prison. Certains d'entre eux sont déjà en sureffectif. (Les Nouvelles, p.5)

LE SIT-IN DES EMPLOYES DE LA COMPAGNIE D'AIR MADAGASCAR SE POURSUIT

Rado Rabarilala et les trois autres leaders syndicaux de la compagnie Air Madagascar ont poursuivi leur sit-in à Analakely, hier. Comme les responsables ne semblaient pas entendre leurs doléances, exprimées depuis lundi dernier à Ivato, devant la Direction de l'exploitation, les délégués du personnel ont décidé de se déplacer à Analakely. Pour rappel, leurs revendications portent sur leur réintégration au sein de la compagnie aérienne, conformément à une décision de Justice. Le problème des quatre employés semble pourtant loin d'être réglé. Ils ont profité de l'occasion pour continuer à sensibiliser sur la situation catastrophique de la compagnie Air Madagascar. (L'Express de Madagascar, p.7 ; Madagascar-Laza, p.8 ; Madagascar Matin, p.3 ; La Gazette de la Grande île, p.13)

Relations internationales

SOMMET DE L'OIF : AFFLUENCE MULTINATIONALE POUR LE VOILET SECURITE

La sécurisation du Sommet de la Francophonie semble être le premier souci des convives à Madagascar. Plusieurs pays, même non francophones, se disent prêts à soutenir la Grande île dans la sécurisation de l'événement. Formation, soutien en matière de renseignements, et aides matérielles constituent les principales propositions d'aides émanant des partenaires. Une source gouvernementale sollicitée par L'Express de Madagascar a confirmé que le Maroc organisera un cycle de formation des éléments malgaches, à partir du 25 avril, sur le volet de la sécurisation des VIP (Very Important Personalities). Avec son projet « Paix 6 », les Etats-Unis prévoient d'assurer la sécurisation de l'entrée et sortie des aéroports. Par ailleurs, il y a quelques mois, des experts israéliens, forts de leur expérience dans le soutien à

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



la sécurisation du Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie au Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, ont déjà donné une formation aux éléments de la gendarmerie. Ils ont également dressé un état des lieux du matériel militaire pour une opportunité d'aides. (L'Express de Madagascar, p.3)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

